

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-seizième session  
Point 107 de l'ordre du jour  
Convention sur l'interdiction de la mise au point,  
de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques  
(biologiques) ou à toxines et sur leur destruction**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 6 décembre 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent du Bélarus  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom de la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration émanant des chefs des États membres de la Communauté d'États indépendants relative à la coopération dans le domaine de la sécurité biologique (voir annexe).

Cette déclaration a été signée par les Présidents du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, de la Russie, du Tadjikistan et du Turkménistan, ainsi que par le Premier Ministre de l'Arménie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 107 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Valentin Rybakov



**Annexe à la lettre datée du 6 décembre 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Décision du 15 octobre 2021 sur la déclaration des chefs  
des États membres de la Communauté d'États indépendants  
relative à la coopération dans le domaine de la sécurité biologique**

Le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants décide :

1. D'adopter la déclaration des chefs des États membres de la Communauté d'États indépendants relative à la coopération dans le domaine de la sécurité biologique (voir pièce jointe).
2. De demander à la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, de transmettre le texte de ladite déclaration à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres organisations internationales.

Pour le Gouvernement  
de la République d'Azerbaïdjan

Pour le Gouvernement  
de la République d'Arménie  
**N. Pachinian**

Pour la République du Bélarus  
**A. Loukachenko**

Pour la République du Kazakhstan  
**K.-J. Tokaïev**

Pour la République kirghize  
**S. Japarov**

Pour la République de Moldova

Pour la Fédération de Russie  
**V. Poutine**

Pour la République du Tadjikistan  
**E. Rahmon**

Pour le Turkménistan  
**G. Berdymoukhamedov**

Pour la République d'Ouzbékistan  
**C. Mirziyoïev**

Pour l'Ukraine

## Pièce jointe

### **Déclaration des chefs des États membres de la Communauté d'États indépendants relative à la coopération dans le domaine de la sécurité biologique**

Les chefs des États membres de la Communauté d'États indépendants (CEI),

Conscients que la santé publique et le contrôle des maladies, de même que la protection de la santé contre les risques biologiques et la surveillance de ces derniers, figurent au rang des priorités des politiques publiques mises en œuvre par les États membres de la CEI,

Faisant remarquer que la propagation des maladies infectieuses représente une menace égale pour tous les États membres de la CEI en raison des frontières qu'ils partagent,

Prenant note de l'augmentation des risques pesant sur la santé des citoyens engendrée par la propagation de nouvelles maladies infectieuses, ainsi que de la nécessité d'adopter des approches communes et d'accorder les principes suivis pour répondre à ces menaces,

Soulignant qu'il est essentiel de développer plus avant et de renforcer le système unifié de surveillance et d'intervention rapide en cas d'urgence sanitaire ou épidémiologique dans la région de la CEI,

Notant l'importance de développer la coopération entre les États membres de la CEI, de mettre au point un système de surveillance des risques biologiques et de l'améliorer, et d'encourager l'échange d'informations en matière de sécurité biologique,

Cherchant à responsabiliser davantage les États membres de la CEI en prévision de nouvelles menaces biologiques,

Soulignant l'importance que revêt la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (ci-après, « la Convention ») en tant que pilier du dispositif mondial de sécurité,

Ayant tous à cœur de renforcer la sécurité nationale des États membres de la CEI,

Conscients que les risques et menaces biologiques ne connaissent aucune frontière,

Ayant pour objectif commun d'apporter une réponse coordonnée aux risques et menaces biologiques,

Notent que l'aggravation des risques relatifs à la sécurité biologique exige que tous les États membres de la CEI unissent leurs forces pour contrer la menace,

Réaffirment qu'il est essentiel de renforcer le cadre juridique de la CEI en matière de sécurité biologique, notamment en vue de poser les fondements d'une coopération accrue dans les domaines de la santé publique et du contrôle des maladies, de mieux lutter contre les maladies infectieuses, de répondre de façon adéquate aux situations d'urgence sanitaire ou épidémiologique, d'assurer des soins de santé publique et de préserver de bonnes conditions sanitaires dans les territoires,

Reconnaissent la nécessité de renforcer, au niveau national, le contrôle exercé sur les activités relevant du domaine biologique qui sont menées sur le territoire des États membres de la CEI, y compris par des États étrangers et leurs représentants, ainsi que d'accroître la coopération et les échanges en matière de sécurité biologique

au sein de la Communauté, tout en veillant à faire respecter la Convention et en encourageant son institutionnalisation,

Soulignent qu'il est essentiel que les membres de la CEI étudient et évaluent ensemble les conditions sanitaires, épidémiologiques et épizootiques, et mettent en commun les informations dont ils disposent sur les menaces et les risques biologiques auxquels la Communauté pourrait avoir à faire face,

Réaffirment qu'il importe de respecter et de renforcer la Convention- entre autres grâce à l'adoption d'un protocole juridiquement contraignant s'y rapportant, au titre duquel serait notamment mis en place un mécanisme efficace de vérification du respect de cet instrument ; soutiennent la reprise rapide des négociations concernant l'adoption d'un protocole de ce type et demandent aux parties intéressées de tenir des consultations régulières et d'œuvrer de concert à la résolution de toute question ayant trait à la mise en œuvre de la Convention,

Soulignent qu'il n'est pas acceptable de créer des mécanismes internationaux qui font double emploi avec les fonctions de la Convention et n'ont pas reçu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU,

Appellent à une coopération continue et à des efforts conjoints pour soutenir la santé publique et assurer le suivi des conditions épidémiologiques et épizootiques, ainsi que pour empêcher l'entrée et la propagation de maladies particulièrement dangereuses dans les États membres de la CEI ou, dans le cas où celles-ci sont inévitables, les combattre, les enrayer et en limiter les retombées économiques,

Prennent note de la nécessité d'adopter des mesures préventives communes en vue de limiter les risques d'émergence et de propagation de maladies infectieuses,

Se déclarent prêts à contribuer activement aux efforts relatifs à la sécurité biologique déployés dans les entités du système des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, et, dans ce cadre, à adopter une politique en la matière qui soit commune à tous les États membres de la CEI.